



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 24 NOV. 2023**

**portant transfert de l'autorisation d'exploiter une carrière de grès à Plaine**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 516-1 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008 autorisant la société Carrière de Trapp à poursuivre l'exploitation d'une carrière de grès sur le territoire de la commune de Plaine ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2015 portant transfert de l'autorisation d'exploiter de la carrière et des autres installations classées à Plaine ;
- VU** la demande reçue le 26 janvier 2023, par laquelle la société Carrières Rauscher a sollicité le transfert de l'autorisation du 30 juillet 2008 à son profit ;
- VU** le contrat de forage transmis le 26 janvier 2023 par la société Carrières Rauscher ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2023 ;
- VU** le contrat d'exploitation entre la commune de Plaine et la société Carrières Rauscher du 7 novembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de changement d'exploitant d'une carrière est soumise à autorisation préfectorale ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de changement d'exploitant est instruite dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société Carrières Rauscher dispose des capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter la carrière située à Plaine et de remettre le site en état à la fin de l'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de la société Carrières Rauscher concerne uniquement le changement d'exploitant et ne modifie en rien les installations existantes, conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

2015 VON 1 S

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'autorisation d'exploiter une carrière de grès à Plaine, délivrée le 30 juillet 2008 à la société Carrière de Trapp et transférée le 29 octobre 2015 à la société Carrière de Grès de Champenay, est transférée à la société Carrières Rauscher, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est sis 3 rue de la Gare à Adamswiller (67320).

Les prescriptions et les obligations définies dans l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008 susvisé sont intégralement applicables au nouvel exploitant.

### **Article 2 : Garanties financières**

L'exploitant adresse à la préfecture du Bas-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'original du document qui atteste de la constitution de garanties financières. Ce document doit être conforme à un modèle qui figure en annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Les garanties financières résultent, au choix de l'exploitant :

- de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle,
- d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations,
- de l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique ou de la personne morale qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L.233-3 du code de commerce.

Les garanties financières doivent être constituées dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### **Article 3 : Modalités d'exécution, voies de recours**

#### **3.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **3.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

### 3.3 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société Carrières Rauscher,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Plaine.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

